

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2009/09080]

**Loi du 15 mai 1987  
relative aux noms et prénoms. — Publications**

Par arrêté royal du 26 janvier 2009 :

la nommée Cuberta Gambus, Rebecca Julian Laura Josep Maria Luisa Anne Luc Dany Claude Fernando Angèle Léon, née à Woluwe-Saint-Lambert le 7 février 2006; et

le nommé Cuberta Gambus, Robin Cédric Elisenda, né à Woluwe-Saint-Lambert le 16 mai 2008,

tous deux demeurant à Wezembeek-Oppem, sont autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Cuberta Lefebvre », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 26 janvier 2009, la nommée Fernandez Barreno, Zoé, née à Seraing le 16 septembre 2002, y demeurant, est autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Fernandez Gilson », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 28 janvier 2009, le nommé Tshilumba-Tshiteya, Daniel, né à Pétange (grand-duché de Luxembourg) le 3 août 2007, y demeurant, est autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Tshilumba », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 28 janvier 2009, le nommé Vansimpsen, Jerry Eloy Robert José Armand, né à Liège le 8 janvier 1998, demeurant à Ans, est autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Mawet », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[S - C - 2009/09082]

**Règlement d'ordre intérieur du comité de négociation  
des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° l'arrêté : l'arrêté royal du 2 octobre 2006 portant exécution de la loi du 17 mars 2004 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat;

2° le règlement : le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 29 de l'arrêté;

3° le comité : le Comité de négociation des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat;

4° le président : le président du Comité.

**Art. 2.** Le règlement est établi et ne peut être modifié que moyennant l'accord de la délégation de l'autorité et les délégations des organisations syndicales représentatives.

Sauf disposition contraire expresse, les modifications apportées au règlement entrent en vigueur à partir de la réunion qui suit celle au cours de laquelle elles ont été approuvées.

**Art. 3.** Le comité se réunit à l'initiative du président qui en fixe la date, l'heure et l'ordre du jour. Le comité se réunit au moins une fois tous les 90 jours.

Le secrétariat du comité est établi au SPF Justice, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles.

Les archives du comité y sont conservées.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2009/09080]

**Wet van 15 mei 1987  
betreffende de namen en voornamen. — Bekendmakingen**

Bij koninklijk besluit van 26 januari 2009 is machtiging verleend aan :  
de genaamde Cuberta Gambus, Rebecca Julian Laura Josep Maria Luisa Anne Luc Dany Claude Fernando Angèle Léon, geboren te Sint-Lambrechts-Woluwe op 7 februari 2006; en

de genaamde Cuberta Gambus, Robin Cédric Elisenda, geboren te Sint-Lambrechts-Woluwe op 16 mei 2008,

beiden wonende te Wezembeek-Oppem, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Cuberta Lefebvre » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 26 januari 2009 is machtiging verleend aan de genaamde Fernandez Barreno, Zoé, geboren te Seraing op 16 september 2002, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Fernandez Gilson » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 28 januari 2009 is machtiging verleend aan de genaamde Tshilumba-Tshiteya, Daniel, geboren te Pétange (Groot-hertogdom Luxemburg) op 3 augustus 2007, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Tshilumba » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 28 januari 2009 is machtiging verleend aan de genaamde Vansimpsen, Jerry Eloy Robert José Armand, geboren te Luik op 8 januari 1998, wonende te Ans, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Mawet » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[S - C - 2009/09082]

**Huishoudelijk reglement van het Onderhandelingscomité  
van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat**

**Artikel 1.** In dit reglement wordt verstaan onder :

1° het besluit : het koninklijk besluit van 2 oktober 2006 tot uitvoering van de wet van 17 maart 2004 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid et de vakbonden van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat;

2° het reglement : het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 29 van het besluit;

3° het comité : het Onderhandelingscomité van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat;

4° de voorzitter : de voorzitter van het comité.

**Art. 2.** Het reglement wordt vastgesteld en kan slechts worden gewijzigd op grond van de instemming van de overheidsafvaardiging en de afvaardigingen van de representatieve vakorganisaties.

Behoudens uitdrukkelijk andersluidende bepaling treden de wijzigingen aangebracht in het reglement in werking vanaf de vergadering volgend op deze tijdens dewelke erover overeenstemming werd bereikt.

**Art. 3.** Het comité vergadert op het initiatief van de voorzitter die de datum, het uur en de dagorde ervan opstelt.

Het comité vergadert ten minste één keer om de 90 dagen. De secretariaat van het comité is gevestigd bij de FOD Justitie, Waterloolaan 115, 1000 Brussel.

De archieven van het comité worden er bewaard.

**Art. 4.** Toute correspondance relative au comité émanant des membres de la délégation de l'autorité, des organisations syndicales représentatives ou des membres de leur délégation est adressée au secrétariat à l'adresse mentionnée à l'article 3.

**Art. 5.** Les membres de la délégation de l'autorité et les organisations syndicales communiquent par courriel au secrétariat l'adresse à laquelle doit être envoyée la correspondance relative au comité qui leur est adressée; sont notamment compris dans cette correspondance : l'envoi de la documentation visée à l'article 25, alinéa 4, de l'arrêté, les convocations avec l'ordre du jour, les procès-verbaux, les projets de protocole et le texte définitif des protocoles.

Lorsque la documentation nécessaire à la concertation est revêtue d'une classification au sens de la loi du 11 décembre 1998, chaque organisation syndicale représentative en est avertie par courriel. Ces documents sont transmis immédiatement aux responsables du contact syndical au sein des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat. Les membres de chaque délégation syndicale ont alors la faculté de consulter cette documentation dans les locaux de la Sûreté de l'Etat prévus à cette fin.

**Art. 6.** La documentation visée à l'article 25, alinéa 4, de l'arrêté, les convocations contenant l'ordre du jour, les procès-verbaux, les projets et les textes définitifs des protocoles sont envoyés en un seul exemplaire aux membres de la délégation de l'autorité et aux organisations syndicales.

**Art. 7.** Les initiatives visées à l'article 23 de l'arrêté sont formulées par courriel et accompagnées de la documentation nécessaire à la négociation.

Le président inscrit les initiatives à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion du comité ou au plus tard dans les soixante jours de la réception des documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à moins que l'examen de ces documents par l'administration, par l'autorité ou par l'une et l'autre ne justifient un délai plus long; en ce cas, le délai peut être porté à nonante jours.

**Art. 8.** Les convocation, ordre du jour et documentation y afférents sont envoyés dans les délais fixés à l'article 25 de l'arrêté.

Chaque point de l'ordre du jour est pourvu d'un numéro d'ordre qui figure sur tous les documents y relatifs.

**Art. 9.** Les points de l'ordre du jour sont examinés dans l'ordre dans lequel ils sont repris dans ce document.

Toutefois, en réunion, toute délégation a le droit de proposer des modifications à l'ordre du jour, en ce cas, celles-ci, pour être effectives, doivent être acceptées à l'unanimité par les délégations présentes.

**Art. 10.** Moyennant l'accord unanime des délégations présentes, de nouveaux points peuvent être ajoutés en séance à l'ordre du jour; l'endroit de l'ordre du jour où ces points sont inscrits fait l'objet du même accord et le président décide du délai dans lequel la négociation portant sur ces points doit être terminée. Ces accords et cette décision sont consignés dans le procès-verbal parmi les mentions visées à l'article 27, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté.

La négociation sur un point ajouté en séance à l'ordre du jour ne peut être terminée qu'après que les membres absents de la délégation de l'autorité et/ou les organisations syndicales absentes aient eu l'occasion de participer à cette négociation aux jour, heure et lieu communiqués par écrit par le président.

**Art. 11.** Chaque délégation a le droit de proposer de supprimer ou de postposer certains points de l'ordre du jour qui y avaient été mis à son initiative, le président consent à cette demande, sauf en cas d'opposition explicite et motivée d'une autre délégation.

Aucun point ne peut être supprimé de l'ordre du jour sans l'accord explicite de la délégation qui a pris l'initiative de l'y faire inscrire.

Les suppressions et remises visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont consignées dans le procès-verbal, en regard du point concerné, parmi les mentions visées à l'article 27, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté, s'il s'agit d'une suppression et à l'article 27, alinéa 2, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté s'il s'agit d'une remise.

**Art. 12.** En vue de la rédaction du procès-verbal, les membres de la délégation de l'autorité et les membres des délégations syndicales, ainsi que les techniciens, signent, à la demande du secrétaire, une liste de présences. Le secrétaire indique clairement la qualité dans laquelle les membres des délégations et les techniciens agissent, à savoir membre

**Art. 4.** Alle briefwisseling met betrekking met het comité uitgaande van de leden van de overheidsafvaardiging, van de representatieve vakorganisaties of van de leden van hun afvaardigingen wordt gericht aan het secretariaat op het in artikel 3 vermelde adres.

**Art. 5.** De leden van de overheidsafvaardiging en de vakorganisaties delen per e-mail aan het secretariaat het adres mede waarnaar alle voor hen bestemde briefwisseling met betrekking met het comité moet worden gestuurd; onder bedoelde briefwisseling is onder meer begrepen: het toesturen van de documentatie bedoeld in artikel 25, vierde lid, van het besluit, de oproeping met de dagorde, de notulen, de ontwerpen en de definitieve teksten van protocollen.

Wanneer de nodige documentatie voor het overleg gemerkt is met een classificatie in de zin van de wet van 11 december 1998, worden de representatieve vakorganisaties per e-mail verwittigd. Deze documenten worden ogenblikkelijk overgemaakt aan de verantwoordelijke contactpersonen van de syndicaten bij de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat. De leden van elke vakorganisatie krijgen dan de mogelijkheid om deze documentatie in het daarvoor voorziene lokaal van de Veiligheid van de Staat in te kijken.

**Art. 6.** De documentatie bedoeld in artikel 25, vierde lid, van het besluit, de oproepingen met de dagorde, de notulen, de ontwerpen en de definitieve teksten van protocollen worden in één exemplaar toegezonden aan de leden van de overheidsafvaardiging en aan de vakorganisaties.

**Art. 7.** De in artikel 23 van het besluit bedoelde initiatieven worden per e-mail geformuleerd en worden vergezeld van de voor de onderhandeling noodzakelijk documentatie.

De voorzitter schrijft de initiatieven in op de dagorde van de eerstvolgende vergadering van het comité of ten laatst binnen de zestig dagen na ontvangst van de in het eerste lid bedoelde documenten, tenzij het onderzoek van deze documenten door de administratie, de overheid of door beide een langere periode rechtvaardigt; in dat geval kan de termijn op negentig dagen worden gebracht.

**Art. 8.** De oproeping, de dagorde en de desbetreffende documentatie worden overgemaakt binnen de termijn zoals bepaald in artikel 25 van het besluit.

Ieder punt van de dagorde is voorzien van een volgnummer dat vermeld wordt op alle betrokken documenten.

**Art. 9.** De punten van de dagorde worden onderzocht in de volgorde waarop zij in dit document voorkomen.

Nochtans ter vergadering heeft elke afvaardiging het recht wijzigingen aan de dagorde voor te stellen, in dit geval moeten deze wijzigingen het eenparig akkoord van de aanwezige afvaardigingen krijgen om effectief te zijn.

**Art. 10.** Op voorwaarde dat de aanwezige afvaardigingen eenparig hun akkoord betuigen, kunnen er ter vergadering nieuwe punten op de dagorde worden toegevoegd; de plaats waarop deze punten op de dagorde worden ingeschreven, maakt deel uit van hetzelfde akkoord en de voorzitter beslist over de termijn of termijnen waarbinnen de onderhandeling over deze punten moet beëindigd zijn. Die akkoorden en die beslissing worden in de notulen opgenomen onder de in artikel 27, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het besluit bedoelde vermeldingen.

De onderhandeling over een punt dat ter vergadering op de dagorde wordt toegevoegd, kan niet afgesloten worden dan nadat de afwezige leden van de overheidsafvaardiging en/of de afwezige vakorganisaties de gelegenheid gekregen hebben om aan die onderhandeling deel te nemen op de dag, het uur en de plaats hen schriftelijk door de voorzitter medegedeeld.

**Art. 11.** Elke afvaardiging heeft het recht voor te stellen bepaalde op haar initiatief op de dagorde geplaatste punten, van de dagorde te schrappen of te verdagen; de voorzitter gaat in op dit verzoek behoudens uitdrukkelijk en gemotiveerd verzet van een andere afvaardiging.

Geen punt kan van de dagorde afgevoerd worden zonder het uitdrukkelijk akkoord van de afvaardiging die het initiatief nam om dit punt op de dagorde te doen inschrijven.

De in het eerste en tweede lid bedoelde schrappingen en verdagen worden, naast het punt in kwestie, in de notulen genomen, onder de vermeldingen bedoeld in artikel 27, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het besluit indien het gaat om een schrapping en in artikel 27, tweede lid, 5<sup>o</sup>, van het besluit indien het gaat om een verdagen.

**Art. 12.** Met het oog op het opstellen van de notulen tekenen de leden van de overheidsafvaardiging en van de vakbondsafvaardigingen alsmede de technici op verzoek van de secretaris een aanwezigheidslijst. De secretaris geeft duidelijk de hoedanigheid weer waarin de leden van de afvaardigingen en de technici optreden, met name lid van

de la délégation de l'autorité, délégué dûment mandaté d'un membre de cette délégation, technicien de cette délégation, membre ou technicien d'une délégation syndicale.

Les techniciens restent en séance tant que leur présence est requise.

**Art. 13.** Moyennant l'accord explicite de toutes les délégations présentes, le délai fixé pour terminer une négociation peut être prolongé en séance; cet accord est consigné dans la mention du procès-verbal visée à l'article 27, alinéa 2, 5°, de l'arrêté en regard du point en cause.

**Art. 14.** Dès que la négociation sur un point est terminée, le président peut, après avoir consulté les différentes délégations présentes, communiquer en réunion :

1° le délai visé à l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté dans lequel le projet de protocole sera envoyé aux membres de la délégation de l'autorité et aux organisations syndicales;

2° la date à laquelle expire le délai visé à l'article 28, alinéa 2, de l'arrêté et dont disposent les membres de la délégation de l'autorité et les organisations syndicales pour lui communiquer leurs observations éventuelles au sujet du projet de protocole;

3° la date de la réunion au cours de laquelle les observations visées au 2° sont examinées;

4° la date, l'heure et le lieu de signature du protocole si aucune observation n'est formulée dans le délai prescrit.

Les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont consignés dans la mention du procès-verbal visée à l'article 27, alinéa 2, 6°, de l'arrêté en regard du point en cause.

**Art. 15.** Lors de l'examen d'un point inscrit à l'ordre du jour, il est permis de demander au président la parole par priorité pour faire une communication portant sur la compétence du comité quant à un point soumis à la négociation ou sur la recevabilité de ce point eu égard aux articles 24, alinéa 3 et 25 de l'arrêté.

Si la communication visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> aboutit à ce que la négociation ne soit pas poursuivie, la suppression du point en cause fait l'objet d'une modification de l'ordre du jour conformément à l'article 9, alinéa 2; cette modification est consignée dans la mention du procès-verbal visée à l'article 27, alinéa 2, 1°, de l'arrêté en regard du point en cause.

Si la communication visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> aboutit à ce que la négociation soit postposée et/ou à ce que le délai de négociation soit prolongé, cet élément fait l'objet d'un accord unanime, consigné dans la mention du procès-verbal visée à l'article 27, alinéa 2, 5°, de l'arrêté.

**Art. 16.** A la demande d'une délégation, le président peut interrompre la réunion du comité pour la durée fixée par lui, après avoir consulté en réunion les autres délégations à ce sujet.

**Art. 17.** Le procès-verbal est transmis aux membres des délégations ainsi qu'aux organisations syndicales dans un délai de 15 jours ouvrables.

Le procès-verbal mentionne exclusivement les données énumérées à l'article 27, alinéa 2, de l'arrêté ainsi que les données complémentaires prévues aux articles 12, 13, 15, 16 et 17.

Les membres de la délégation de l'autorité et les délégations syndicales peuvent adresser au secrétaire leurs observations sur le procès-verbal; le président décide de la suite à donner à ces observations.

**Art. 18.** Dès que l'examen des observations formulées sur un projet de protocole est terminé, le président communique en réunion et après avoir consulté les délégations présentes, la date, l'heure et le lieu où le protocole peut être signé. Les signataires indiquent leur nom.

**Art. 19.** Le protocole reproduit les conclusions de la négociation.

Lorsqu'il y a accord unanime sur un point déterminé de l'ordre du jour ou sur une partie de ce point entre la délégation de l'autorité et les délégations des organisations syndicales, il en est fait mention dans le protocole.

Si tel n'est pas le cas, les positions respectives des délégations y sont consignées, en principe, le protocole reproduit, au titre de position des organisations syndicales, le contenu du document visé à l'article 20.

de overheidsafvaardiging behoorlijk gemachtigde-afgevaardigde van een lid van die afvaardiging, technicus van die afvaardiging of technicus van een vakorganisatie.

De technici blijven op de vergadering zolang hun aanwezigheid er vereist is.

**Art. 13.** Op grond van het uitdrukkelijk akkoord van alle aanwezige afvaardigingen kan de termijn vastgesteld voor het beëindigen van de onderhandeling verlengd worden; dit akkoord wordt in de notulen opgenomen naast het besproken punt in kwestie, bedoeld in artikel 27, tweede lid, 5°, van het besluit.

**Art. 14.** Zodra de onderhandeling over een punt beëindigd is kan de voorzitter, na de verschillende aanwezige afvaardigingen daaromtrent geraadpleegd te hebben, mededelen ter vergadering :

1° de termijn bedoeld in artikel 28, eerste lid, van het besluit waarbinnen het ontwerp van protocol zal toegezonden worden aan de leden van de overheidsafvaardiging en aan de vakorganisaties;

2° de datum waarop de in artikel 28, tweede lid, van het besluit verstrikt waarover de leden van de overheidsafvaardiging en de vakorganisaties beschikken om hun eventuele opmerkingen omtrent het ontwerp van protocol aan de voorzitter mede te delen;

3° de datum van de vergadering waarop deze opmerkingen zullen worden onderzocht;

4° de datum, het uur en de plaats waarop het protocol ondertekend kan worden indien er binnen de daartoe gestelde termijn geen opmerkingen geformuleerd worden.

De in het eerste lid bedoelde elementen worden in de notulen opgenomen naast het punt in kwestie bedoeld in artikel 27, tweede lid, 6°, van het besluit.

**Art. 15.** Bij het onderzoek van een op de dagorde ingeschreven punt, is het toegelaten de voorzitter bij voorrang het woord te vragen, om een mededeling te doen betreffende de bevoegdheid van het comité inzake een voor onderhandeling voorgelegd punt of betreffende de ontvanke-lijkheid ervan, gelet op de bepalingen van de artikelen 24, derde lid en 25 van het besluit.

Indien de in het eerste lid bedoelde mededeling leidt dat de onderhandeling niet wordt voortgezet, maakt de schrapping van het betrokken punt het voorwerp uit van een wijziging van de dagorde, overeenkomstig artikel 9, tweede lid, die wijziging wordt opgenomen in de notulen naast het betrokken punt, onder de vermeldingen bedoeld in artikel 27, tweede lid, 1° van het besluit.

Indien de in het eerste lid bedoelde mededeling leidt dat de onderhandeling verdaagd wordt en/of dat de onderhandelingstermijn wordt verlengd, maakt dit element het voorwerp uit van eenparig akkoord, dat in de notulen wordt opgenomen naast de vermelding bedoeld in artikel 27, tweede lid, 5°, van het besluit.

**Art. 16.** Op verzoek van een afvaardiging kan de voorzitter voor de door hem bepaalde duur de vergadering onderbreken, nadat hij de andere afvaardigingen daaromtrent ter vergadering heeft geraadpleegd.

**Art. 17.** De notulen worden binnen een termijn van 15 werkdagen toegezonden aan de leden van de afvaardigingen alsook aan de vakorganisaties.

De notulen vermelden uitsluitend de in artikel 27, tweede lid, van het besluit opgesomde gegevens alsook de bijkomende gegevens bedoeld in de artikelen 12, 13, 15, 16 en 17.

De leden van de overheidsafvaardiging en de vakbondsafvaardigingen kunnen hun opmerkingen betreffende de notulen aan de secretaris toegezonden; de voorzitter beslist over het gevolg dat aan deze opmerkingen wordt gegeven.

**Art. 18.** Zodra het onderzoek van de opmerkingen betreffende een ontwerp van protocol beëindigd is, deelt de voorzitter ter vergadering en na de verschillende aanwezige afvaardigingen geraadpleegd te hebben de datum, het uur en de plaats mede waarop het protocol kan worden ondertekend. De ondertekenaars vermelden hun naam.

**Art. 19.** Het protocol vermeldt de conclusies van de onderhandeling.

Werd over een bepaald punt of een onderdeel ervan een eenparig akkoord bereikt tussen de afvaardiging van de overheid en de afvaardigingen van de vakorganisaties dan wordt dit in het protocol opgetekend.

Is dit niet het geval dan worden de respectieve standpunten van de afvaardigingen erin opgetekend, in principe geeft het protocol, bij de standpunten van de vakorganisaties, de formulering van het in artikel 20 bedoelde document.

**Art. 20.** Le protocole résume le projet de mesure qui a fait l'objet de la négociation ou y fait référence. Si le texte formel d'un avant-projet de loi, d'un projet d'arrêté, de circulaire... a été soumis à la négociation, le protocole fait référence au numéro d'ordre visé à l'article 8, alinéa 2; ce texte peut aussi figurer en annexe du protocole.

**Art. 21.** Sur proposition d'une ou de plusieurs délégations, le comité peut créer des groupes de travail qui sont chargés par le président de tâches qu'il détermine. Ces groupes de travail sont composés de membres, d'une part, de la délégation de l'autorité, dont un président, désignés par le président du comité et, d'autre part, des délégations des organisations syndicales ainsi que le cas échéant, de techniciens. Le fonctionnement de chaque groupe de travail est réglé par son président en concertation avec ses membres.

**Art. 22.** Les réunions du comité et des groupes de travail ne sont pas publiques.

**Art. 23.** Chaque organisation syndicale peut consulter au secrétariat du comité les documents afférents à la négociation, à savoir les convocations, les ordres du jour, la documentation visée à l'article 25 de l'arrêté, les procès-verbaux, les projets et les textes définitifs des protocoles, à l'exclusion des documents et observations émanant de l'autorité ou d'une organisation syndicale et qui n'ont pas été envoyés à toutes les délégations composant le comité.

Texte adopté lors de la réunion du Comité de négociation des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat du 15 décembre 2008.

Bruxelles, le 15 décembre 2008.

**Art. 20.** Het protocol vat het ontwerp van maatregel samen die het voorwerp heeft uitgemakt van de onderhandeling of verwijst ernaar. Indien de formele tekst van voorontwerp van wet, van ontwerp van besluit, van ontwerp van omzendbrief... aan de onderhandeling werd voorgelegd, verwijst het protocol naar de volgnummer bedoeld in artikel 8, tweede lid; deze tekst kan ook als bijlage van het protocol worden toegevoegd.

**Art. 21.** Het comité kan, op voorstel van een of meerdere afvaardigingen, werkgroepen oprichten die door de voorzitter belast worden met de door hem bepaalde opdrachten. Deze werkgroepen bestaan uit leden enerzijds van de overheidsafvaardiging waaronder een voorzitter aangewezen door de voorzitter van het comité, en anderzijds van de afvaardigingen van de vakorganisaties alsook in voorkomend geval van technici. De werking van elke werkgroep wordt door de voorzitter ervan geregeld in overleg met de leden ervan.

**Art. 22.** De vergaderingen van het comité en van de werkgroepen zijn niet openbaar.

**Art. 23.** Elke vakorganisatie kan op het secretariaat van het comité inzage nemen van de documenten die betrekking hebben op de onderhandeling, met name de oproepingen, dagorde, documentatie bedoeld in artikel 25 van het besluit, notulen, ontwerpen en definitieve teksten van protocol, met uitsluiting van de documenten en opmerkingen die uitgaan van de overheid of van een andere vakorganisatie en die niet verstuurd zijn naar alle partijen die van het comité deel uitmaken.

Tekst aangenomen in de vergadering van het Onderhandelingscomité van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat van 15 december 2008.

Brussel, 15 december 2008.

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### VLAAMSE OVERHEID

[2009/35098 ]

#### Bekendmaking goedkeuringsbeslissing gemeentelijke stedenbouwkundige verordening

LEBBEKE. — Het college van burgemeester en schepenen van het gemeentebestuur Lebbeke brengt, overeenkomstig artikel 55, § 2, van het decreet van 18 mei 1999 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening, ter kennis van de bevolking dat de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening inzake het overwelven van baangrachten, vastgesteld werd door de gemeenteraad op 27 november 2008 en werd goedgekeurd door de deputatie van de provincie Oost-Vlaanderen, op 15 januari 2009.

De beslissing treedt in werking na de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De gemeentelijke stedenbouwkundige verordening ligt ter inzage in het administratief centrum van het Gemeentebestuur Lebbeke, dienst grondgebiedzaken, Flor Hofmanslaan 1, te 9280 Lebbeke.

Dit kan alle werkdagen van 8 u. 30 m. tot 12 uur en dinsdagnamiddag van 13 tot 19 uur.

#### VLAAMSE OVERHEID

#### Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed

[2009/200498 ]

#### Aankondiging openbaar onderzoek

Op 30 januari 2009 heeft de Vlaamse Regering een besluit genomen waarin ze het gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan Gebieden voor toeristisch-recreatieve infrastructuur Golfterrein Winge, in Tielt-Winge, voorlopig heeft vastgesteld.

Voor dat ruimtelijk uitvoeringsplan wordt nu een openbaar onderzoek georganiseerd. Vanaf 9 maart 2009 tot en met 7 mei 2009 ligt het plan ter inzage op het gemeentehuis van Tielt-Winge. U kunt het plan in die periode ook inkijken bij de Vlaamse overheid, Departement RWO, Ruimtelijke Planning, in het Phoenixgebouw, Koning Albert II-laan 19, 1210 Brussel. Tevens kan U het plan volledig bekijken op onze website [www.vlaanderen.be/ruimtelijkeordening](http://www.vlaanderen.be/ruimtelijkeordening).